

Programme d'appui à la continuité des apprentissages dans les situations d'urgence (PACASU-TUBARAMIRE)

Rapport de progrès soumis au Partenariat Mondial pour l'Éducation



@UNICEF Burundi/2022/Fatoumata Tandiang

Grant: SC210023



Burundi Country Office

Avril 2022

RESUME DU PROJET

Titre de la proposition	Programme d'appui à la continuité des apprentissages dans les situations d'urgence (PACASU-TUBARAMIRE)
Composante du Programme	Contribuer à assurer la continuité de l'éducation inclusive et équitable dans les situations d'urgence, en vue d'assurer à chaque enfant son droit à l'éducation quelles que soient les circonstances.
Pays	Burundi
Bailleur	Partenariat Mondial pour l'Éducation, (PME)
Type de Rapport	Rapport de progrès
Numéro de référence du programme	SC210023
Contribution Totale	US\$ 10,036,600
Fonds utilisés	US\$ 3,062,139.70
Période de Rapportage	1 ^{er} février 2021-31 janvier 2022
Durée du Financement	1 ^{er} février 2021-31 juillet 2022
Objectifs du Programme	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Assurer un accès à une éducation adaptée aux besoins socio-émotionnels pour les enfants et les jeunes, filles et garçons, en âge scolaire (3-16 ans) affectés par la crise/les catastrophes ; ▪ Renforcer la qualité des apprentissages dans les situations d'urgence ; ▪ Assurer un appui psychosocial aux élèves et à leurs enseignants victimes des crises humanitaires ; ▪ Appuyer le suivi et l'évaluation des interventions du programme.
Population cible	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Filles et garçons en âge scolaire (3-16 ans) affectés par les catastrophes ; ▪ Éducateurs affectés par les catastrophes.
Partenaires d'exécution	PAM, PPSM, UNESCO, Bureaux d'études des sites de construction, Entreprises de construction.
Date de soumission	29 avril 2022
Contacts UNICEF	<p>John Agbor, UNICEF Représentant @ jagbor@UNICEF.org Tel. +257 22 20 20 00</p> <p>Nathalie Meyer, UNICEF Représentante Adjointe @ nmeyer@UNICEF.org Tel. +257 22 20 20 00</p> <p>Ibrahima Diallo, UNICEF Chef Éducation @ iduallo@UNICEF.org Tel. +257 22 20 20 00</p>

TABLE DES MATIERES

Résumé du projet	2
Table des matières	3
Liste des acronymes	4
Résumé exécutif.....	5
Contexte de mise en œuvre	7
Analyse de la situation	7
Aperçu et objectifs du projet	9
Résultats	10
• Composante 1 : Assurer un accès à une éducation adaptée aux besoins socio-émotionnels des enfants et des adolescents, filles et garçons, en âge scolaire (3-16 ans) affectés par les crises humanitaires.....	10
• Composante 2 : Renforcer la qualité des apprentissages dans les situations d'urgence 11	11
• Composante 3 : Assurer un appui psychosocial aux enfants, aux jeunes, filles et garçons et aux éducateurs affectés par les crises/les catastrophes	11
• Composante 4 : Appuyer le suivi et l'évaluation des interventions	12
Tableau récapitulatif des résultats.....	13
Leçons apprises.....	17
Partenariats	17
Ressources	18
Planification future.....	18
Communication et visibilité	18
Remerciements	19
Rapport financier (non certifié).....	20

LISTE DES ACRONYMES

CGE	Comité de gestion de l'école
DCE	Direction communale de l'éducation
DPE	Direction provinciale de l'éducation
ECOFO	École fondamentale (1ère à la 9ème année d'étude)
ESU	Éducation dans les situations d'urgence
GdT ESU	Groupe de travail sur l'éducation dans les situations d'urgence
GSE	Groupe sectoriel Éducation
MENRS	Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique
ODD	Objectifs de Développement Durable
PACASU	Programme d'appui à la continuité des apprentissages en situations d'urgence
PAM	Programme alimentaire mondial
PME	Partenariat mondial pour l'éducation
PPSM	Plateforme des intervenants en psychosociale et santé mentale
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la Culture)
UNICEF	United Nations international children's emergency fund (Fonds des Nations Unies pour l'enfance)

RESUME EXECUTIF

Les crises chroniques qu'a connues le Burundi ont affaibli les services sociaux de base, notamment l'éducation. Les moyens financiers du Gouvernement ne suffisent pas pour aménager des infrastructures adéquates pour accueillir les effectifs scolaires en augmentation constante. Cette croissance s'est amorcée avec la mise en place de la mesure de gratuité de l'enseignement primaire (niveau correspondant à l'âge de 6 à 12 ans) en 2005 et qui a été élargie à l'enseignement fondamental (niveau correspondant à l'âge de 13 à 15 ans) en 2013.

A cela s'ajoute le fait que depuis 2017, le mouvement de retour des burundais réfugiés dans les pays limitrophes s'est intensifié, augmentant la pression sur les infrastructures disponibles. Le surnombre dans les salles de classe et les conditions socio-économiques difficiles auxquelles sont confrontées les ménages constituent un grand risque de décrochage pour les enfants issus des familles vulnérables, dont les rapatriés.

En plus du mouvement important de retour des réfugiés burundais, la population burundaise est affectée par des catastrophes naturelles liées notamment au changement climatique qui sont exacerbées par l'impact socio-économique de la Covid-19, en plus d'autres épidémies/endémies récurrentes comme le choléra et le paludisme. Au 30 septembre 2021, 113,408 personnes issues de 25,390 ménages étaient déplacées internes¹, 83% des déplacements étant liés aux catastrophes naturelles. Cette situation entrave la scolarisation et le développement des enfants.

Le programme PACASU-TUBARAMIRE se propose de contribuer à trouver une solution à cette problématique complexe. Son objectif est de *garantir à 180,000 filles et garçons, y inclus des enfants à besoins spécifiques, en âge scolaire (3-16 ans) affectés par les mouvements de populations, les chocs amplifiés par le changement climatique, un accès équitable à une éducation inclusive et de qualité adaptée à leurs besoins socio-émotionnels.*

Les actions pour atteindre cet objectif général sont regroupées en quatre composantes, à savoir :

- Composante 1 : Assurer un accès à une éducation adaptée aux besoins socio-émotionnels pour les enfants et les jeunes, filles et garçons, en âge scolaire (3-16 ans) affectés par les crises humanitaires : catastrophes naturelles, retour de populations, etc. ;
- Composante 2 : Renforcer les capacités des enseignants, des directeurs et des membres des CGE en éducation dans les situations d'urgence ;
- Composante 3 : Assurer un appui psychosocial aux enfants et aux adolescents, filles et garçons et aux éducateurs affectés par les crises humanitaires ;
- Composante 4 : Appuyer le suivi et l'évaluation des interventions.

Depuis son démarrage le 1^{er} février 2021, le programme a enregistré les réalisations suivantes :

- 10 salles de classe déjà réhabilitées (structures, toitures, portes et fenêtres, infrastructures eau et assainissement) sur les 750 salles de classe dont la réhabilitation est prévue dans le projet. Les 10 salles sont de l'École fondamentale (ECOFO) de Kabondo en mairie de Bujumbura, qui a été endommagée par des intempéries en 2020. Plus de 500 enfants bénéficient de ces infrastructures.
- 6 salles de classe temporaires déjà érigées sur les 100 salles temporaires planifiées. Les 6 salles de classe temporaires ont été également équipées en bancs pupitres, tableaux mobiles et autres matériels pédagogiques pour abriter et assurer la continuité des apprentissages de plus de 300 enfants affectés par les inondations résultant des crues du

¹ <https://displacement.iom.int/reports/burundi-tableau-de-bord-des-deplacements-internes-septembre-2021>

lac Tanganyika, à la suite des pluies diluviennes du premier semestre de 2021, dans la province de Bujumbura ;

- Démarrage de la construction de toutes les 103 nouvelles salles de classe planifiées, ainsi que de la réhabilitation de la deuxième partie des salles de classe dont la réhabilitation est prévue (la deuxième partie est constituée de 365 salles qui s'ajoutent aux 10 déjà réhabilitée à Kabondo, sur le total de 750 salles prévues). Cette opération a été menée suivant un processus participatif qui a impliqué le niveau central et les niveaux déconcentrés du Ministère de l'Éducation nationale et de la recherche scientifique (MENRS), ce qui a pris un long temps. Le processus a également impliqué des bureaux d'études de construction qui ont effectué les analyses nécessaires et dont les rapports servent de base pour l'orientation et la gestion des travaux.
- Distribution de fournitures scolaires à 137,000 élèves vulnérables (69,870 filles et 67,130 garçons) sur les 300,000 élèves planifiés, y compris les déplacés internes, rapatriés et enfants issus des populations hôtes.
- Fourniture de repas à l'école à 34,528 élèves affectés par des crises humanitaires dans la province de Kirundo ;
- Constitution d'un stock de contingence en vue de préparer la réponse aux éventuelles urgences susceptibles de se produire, surtout en lien avec des inondations et autres intempéries.
- Mise en place du programme de remédiation, en partenariat avec l'UNESCO, pour les élèves dont la scolarité a été perturbée par des crises humanitaires.

Les priorités pour les mois à venir sont les suivantes :

- Poursuivre et achever les travaux de construction des 103 nouvelles salles de classe et de réhabilitation des 750 salles de classe endommagées par des catastrophes naturelles ;
- Continuer avec l'organisation des séances de remédiation (cours de rattrapage) pour les enfants affectés par les crises humanitaires ;
- Poursuivre les activités de soutien psychosocial pour les élèves et les éducateurs affectés par les crises humanitaires ;
- Continuer à identifier les enfants dans le besoin et leur fournir le matériel d'apprentissage nécessaire pour la continuité de leur scolarité ;

Au niveau de l'exécution du budget du programme jusqu'au 31 janvier 2022, un montant de US\$ 3,062,139.70 a été dépensé et US\$ 240,813.92 engagé, ce qui représente 33% du budget total.

Le processus suivi pour les activités de construction et réhabilitation, qui coûteront à elles seules 36% du budget total, a pris beaucoup de temps. En effet, il a impliqué de nombreuses parties prenantes et devait être conduit minutieusement, de façon à garantir l'équité, s'assurer de la faisabilité, de la durabilité et du respect des mesures en place en matière des constructions. Bien que les travaux aient démarré, il est nécessaire d'avoir une prolongation de la période de mise en œuvre du projet, afin d'être en mesure d'achever ces activités. Le dossier de demande d'extension sans coûts additionnels, avec un plan de mise en œuvre révisé, est en cours de préparation et sera envoyé prochainement au Secrétariat du PME pour analyse et approbation.

CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE

Analyse de la situation

Le Burundi a vécu un cycle de crises chroniques qui a eu pour conséquences, entre autres, des pertes en vies humaines et en patrimoines publics et familiaux. L'impact de ces crises continue à être observé dans les différents secteurs du pays, en particulier les services sociaux de base, comme l'éducation.

Après une période de stabilité de 2005 à 2015 marquée par une reprise économique, la crise socio-politique survenue en 2015 a de nouveau plongé le pays dans une situation d'instabilité et conduit à l'exil environ 400000 burundais² - dont plus de la moitié sont des enfants - vers la Tanzanie, le Rwanda, la République démocratique du Congo (RDC), l'Ouganda et ailleurs.

Depuis 2017, le Haut-Commissariat aux Réfugiés et ses partenaires ont facilité le rapatriement librement consenti des réfugiés burundais, principalement depuis la Tanzanie, mais aussi en petit nombre depuis la RDC et le Kenya. Jusqu'au milieu de 2020, presque tous les retours du Rwanda et de l'Ouganda étaient autoorganisés.

À la suite de la conclusion des élections au Burundi en mai 2020, un intérêt plus accru pour le retour volontaire a été exprimé par les réfugiés. Sur la base de consultations et d'évaluations tripartites visant à garantir le caractère volontaire du retour, le HCR a commencé à faciliter également les retours du Rwanda en août 2020, qui se sont intensifiés au cours de 2021. Au 31 décembre 2021, 185773 burundais étaient déjà rapatriés, dont 56% sont des enfants et 52% sont de sexe féminin³. Les provinces ayant accueilli le plus de rapatriés sont Makamba, Kirundo, Ruyigi, Muyinga, Cankuzo, Rutana et Rumonge.

A côté de la problématique d'accueil et de réintégration scolaire des enfants rapatriés et déplacés internes, l'insuffisance et la vulnérabilité préexistante des infrastructures, des services sociaux de base et des mécanismes de résilience ont contraint 2,3 millions de personnes à être dans le besoin d'assistance humanitaire en 2021, dont 700000 dans le besoin humanitaire aigu⁴. En 2022, selon le plan de réponse humanitaire de l'année, 1,8 millions de personnes sont dans le besoin d'assistance humanitaire, dont 840000 personnes ont des besoins humanitaires aigus⁵.

Les catastrophes naturelles résultant notamment du changement climatique et entraînant la destruction des champs, des habitats, des salles de classe et d'autres infrastructures sociales et économiques comme des ponts et routes ; le manque de matériels scolaires/pédagogiques et les conditions alimentaires précaires (pour une population burundaise qui est à 89,9% rurale⁶, dépendante d'une agriculture non seulement perturbée par le changement climatique mais également utilisant des techniques agricoles traditionnelles), sont autant d'éléments qui entravent la scolarisation et le développement complet des enfants.

1,9 millions d'enfants et adolescents en âge scolaire au Burundi sont en dehors de l'école, sur une population en âge scolaire (4-19 ans) comptée à 5,1 millions d'enfants et adolescents⁷. Donc, un tiers des enfants en âge scolaire sont en dehors de l'école. Cela est un grand obstacle au développement durable du pays et à la résilience de la population face aux défis sans cesse croissants, liés notamment au changement climatique.

² *Burundi regional refugee response plan, January 2019 – December 2020*

³ <https://reliefweb.int/report/burundi/rapatriement-volontaire-des-r-fugi-s-burundais-mise-jour-au-31-d-cembre-2021>

⁴ *Plan de réponse humanitaire Burundi, Mars 2021*

⁵ https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha_bdi_hrp_mar_2022.pdf

⁶ *EDS 2016-2017*

⁷ *Rapport de l'étude sur les enfants et adolescent(e)s en dehors de l'école (EADE) au Burundi, Novembre 2020 (Gouvernement du Burundi-UNICEF).*

Sur le plan politique, le Burundi a déjà fait, depuis plusieurs années, des efforts remarquables pour la protection et la réintégration socio-économiques des populations sinistrées, y compris les rapatriés, les déplacés internes, les réfugiés et les autres personnes affectées par les urgences. Ces efforts se traduisent notamment par l'adhésion à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés (en 1963), la création d'une commission nationale de réhabilitation des sinistrés (en 2002), l'établissement d'une loi sur l'asile et la protection des réfugiés (en 2008), la création d'une commission nationale terres et autres biens (en 2011, qui a été réformée en 2013 et 2019), la mise en place d'une stratégie nationale quinquennale de réintégration socio-économique des personnes sinistrées (2017-2021), etc. Cette dernière cible principalement les rapatriés, les expulsés, les déplacés internes, ainsi que les ex-combattants, mais inclut aussi les communautés hôtes, dans le but de favoriser la cohésion sociale et le relèvement communautaire. Elle reconnaît en effet que les communautés hôtes sont également affectées par les déplacements internes, les départs en exil et le retour au pays.

Le Gouvernement du Burundi a également pris la décision de rendre gratuite l'éducation primaire depuis 2005. Cette mesure a été généralisée plus tard à l'enseignement fondamental instauré par la réforme du système d'enseignement depuis 2013, tout cela pour favoriser la scolarisation des enfants des familles à ressources limitées, dont les rapatriés, les personnes déplacées internes et d'autres familles vulnérables. Pour renforcer cette décision, le Burundi a augmenté progressivement la part allouée à l'éducation dans le budget de l'État, jusqu'à 20% en 2019-2020 et 19,54% en 2020-2021⁸.

Grâce à ces mesures, un accroissement rapide des effectifs scolarisés s'en est suivi, passant de 2314823 enfants scolarisés au préscolaire et au fondamental en 2015 à 2681835 en 2020, soit une augmentation de 16%⁹.

Toutefois, si toutes ces mesures ont favorisé l'accès de beaucoup d'enfants à l'école, les besoins découlant de cet accroissement des effectifs, exacerbés par les catastrophes naturelles et les déplacements de populations constituent un obstacle à la continuité et à la qualité des apprentissages.

Dans le cadre du Plan de réponse humanitaire 2021, les membres du secteur de l'Éducation ont apporté des appuis aux enfants et éducateurs affectés par les urgences et les efforts continuent à être mobilisés par le Gouvernement du Burundi avec l'appui de ses partenaires, dont l'UNICEF qui est le chef de file des partenaires techniques et financiers du secteur. Les appuis ont consisté notamment en la fourniture de matériels scolaires, de cours de rattrapage, de l'alimentation scolaire, de kits d'hygiène (y compris l'hygiène menstruelle), en sessions de formations des acteurs scolaires sur l'éducation dans les situations d'urgence, etc.

Globalement, ces appuis ont été d'une grande utilité car ils ont permis d'éviter l'abandon scolaire d'environ 200000 enfants qui étaient en risque de décrochage.

A côté de son rôle d'accompagnement des efforts du gouvernement en tant que chef de file, l'UNICEF est également impliqué en tant qu'agent partenaire pour le Programme d'appui à la continuité des apprentissages dans les situations d'urgence (PACASU-TUBARAMIRE), objet de ce rapport.

L'UNICEF est en train de mettre en place les activités du programme pour compléter et renforcer la réponse aux besoins des enfants affectés, tel que cela apparaît dans la table des résultats présentée plus loin dans ce document.

⁸ <https://www.unicef.org/esa/media/8036/file/UNICEF-Burundi-2020-Education-Budget-Brief-FR.pdf>

⁹ Indicateurs sur l'enseignement au Burundi, 2020/2021, Novembre 2021

Aperçu et objectifs du projet

L'objectif général du programme PACASU-TUBARAMIRE est de *garantir à 180 000 filles et garçons, y inclus des enfants à besoins spécifiques, en âge scolaire (3-16 ans) affectés par les mouvements de populations, les chocs résultant du changement climatique, un accès équitable à une éducation de qualité adaptée à leurs besoins socio-émotionnels et inclusive.*

Le programme se décline en quatre composantes (objectifs spécifiques) à savoir :

- **Composante 1** : Assurer un accès à une éducation adaptée aux besoins socio-émotionnels pour les enfants et les jeunes, filles et garçons, en âge scolaire (3-16 ans) affectés par les crises humanitaires : catastrophes naturelles, retour de populations, etc. ;
- **Composante 2** : Renforcer les capacités des enseignants, des directeurs et des membres des CGE en éducation dans les situations d'urgence ;
- **Composante 3** : Assurer un appui psychosocial aux enfants et aux adolescents, filles et garçons et aux éducateurs affectés par les crises humanitaires ;
- **Composante 4** : Appuyer le suivi et l'évaluation des interventions.

Les résultats attendus à la fin du projet sont les suivants :

1. Les enfants (filles et garçons) du préscolaire et du fondamental des zones affectées par les catastrophes ont accès à une éducation adaptée à leurs besoins socio-émotionnels ;
2. La qualité des apprentissages est renforcée ;
3. Les enfants et les jeunes, filles et garçons et les éducateurs affectés par les crises bénéficient d'un appui psychosocial ;
4. Le suivi du programme est assuré.

Ce programme contribue entre autres à la réalisation de l'UNDAF Burundi 2019-2023, de l'ODD 4 et du Plan national de développement du Burundi 2018-2027.

UNDAF Burundi 2019-2023 : Ce programme contribue notamment au produit 1.3 de l'UNDAF « les enfants, filles et garçons, ont accès à un environnement scolaire protecteur, non discriminatoire et inclusif », par la construction de salles de classe répondant aux normes standards et par la réhabilitation de celles qui ont été endommagées par les catastrophes naturelles, la mise en place d'infrastructures sanitaires eau/hygiène et assainissement adéquates au sein des écoles bénéficiant de nouvelles salles de classe.

Il contribue également au produit 1.1 de l'UNDAF « Toutes les directions nationales et déconcentrées de l'Education maîtrisent les outils et instruments de planification, gestion et pilotage du système éducatif de manière efficiente », par la mise en place d'un mécanisme de collecte instantanée de données sur l'éducation dans les situations d'urgence.

PND 2018-2027 : Ce programme contribue à la réalisation du plan national de développement du Burundi 2018-2027, particulièrement au niveau de son 5^{ème} axe d'intervention « Renforcement du système éducatif et amélioration de l'offre de formation ». Tout ce qui est prévu dans le programme PACASU-TUBARAMIRE trouve sa place dans cet axe.

RESULTATS

- Composante 1 : Assurer un accès à une éducation adaptée aux besoins socio-émotionnels des enfants et des adolescents, filles et garçons, en âge scolaire (3-16 ans) affectés par les crises humanitaires

Construction/réhabilitation de salles de classes : La période écoulée a été consacrée à la réhabilitation de 10 salles de classe de l'ECOFO de Kabondo dont la toiture a été arrachée par la tempête survenue en mai 2020, la mise en place de 6 salles de classe temporaires dotées de nouveaux bancs pupitres pour parer au plus pressant et assurer la continuité des apprentissages aux enfants affectés par le débordement du Lac Tanganyika et des rivières l'alimentant (durant le premier semestre de 2021), ainsi que le démarrage de la construction des 103 nouvelles salles de classe et la réhabilitation des 750 salles de classe planifiées. Au moment de la rédaction de ce rapport, les travaux de construction ont commencé pour toutes les 103 nouvelles salles de classe planifiées des 29 écoles et les travaux de réhabilitation ont commencé pour 365 salles de classe des 78 écoles réparties dans 49 communes des 12 provinces sur les 750 planifiées.

Les 16 salles de classe déjà réhabilitées/aménagées facilitent les apprentissages pour 800 élèves, tandis qu'environ 60,000 autres élèves bénéficieront des 103 nouvelles salles de classe en cours de construction et des 750 salles de classe en cours de réhabilitation.

Le processus pour les constructions et réhabilitation a été conduit en étroite collaboration avec le MENRS, de l'identification des sites jusqu'au recrutement des entreprises de construction, en passant par la conduite des études de faisabilité et les études détaillées des sites par des bureaux d'ingénieries spécialisés recrutés à travers un processus compétitif (appel d'offre ouvert national). Tous ce processus est conduit dans le respect des directives contenues dans les normes et standards en matière de construction scolaire dont s'est doté le ministère en 2017-18 avec l'appui de l'UNICEF.

Distribution de fournitures scolaires aux élèves : 137,000 élèves de l'enseignement fondamental impactés par des urgences, dont 69,870 filles ont reçu des kits scolaires composés de cahiers, stylos, lattes et crayons noirs. De plus, du matériel pédagogique et non pédagogique nécessaire dans les urgences pour assurer la continuité des enseignements a été commandé pour préparer la réponse aux urgences envisagées, notamment avec les inondations et les intempéries tout au long de la saison pluvieuse.

Distribution de repas aux enfants : Dans le cadre d'un partenariat avec le PAM, 34,528 élèves de l'école fondamentale dont 17,609 filles ont bénéficié de l'alimentation scolaire dans le cadre de ce programme. Ces élèves sont de 32 écoles réparties dans les communes de Bugabira, Busoni et Kirundo, toutes de la province de Kirundo. Les trois communes ont été priorisées parce qu'elles ont été les plus affectées par une alternance de déficit hydrique et de pluviométrie excessive, durant la saison culturale 2021. Ce choc est survenu en phase cruciale de floraison et de maturation des cultures et le préjudice sur les récoltes a été lourd. Il a touché particulièrement les céréales et légumineuses qui, en temps normal, constituent une partie importante de la production agricole dans la province, donc la principale source de revenus des ménages.

Sensibilisation communautaire sur l'importance de l'éducation en situation d'urgence : Une grande sensibilisation des parents et des enfants sur l'importance de l'éducation dans les situations d'urgence a été menée, à travers des réunions communautaires et dans les écoles, ainsi qu'en marge de la distribution des kits scolaires. Les activités de sensibilisation sont également réalisées à travers le contrat de mise en œuvre qui est en cours avec l'organisation locale PPSM.

- **Composante 2 : Renforcer la qualité des apprentissages dans les situations d'urgence**

Formation du personnel éducatif et des CGE sur l'ESU : L'activité est planifiée pour le 3^{ème} trimestre de l'an 2022. Il s'est avéré que le budget alloué à cette activité a été sous-estimé et qu'un réajustement s'impose avant le début de la formation. Un réajustement sur cette activité sera proposé au PME bientôt, dans le cadre d'une demande d'extension de la période de mise en œuvre et de réajustement budgétaire sans changement du montant globale du projet.

Cours de rattrapage à l'endroit des élèves rapatriés/retournés (y inclus ceux avec des besoins spécifiques) : Un contrat de mise en œuvre a été signé avec le Bureau de l'UNESCO au Burundi pour l'organisation des cours de rattrapage à l'intention des enfants dont la scolarité a été interrompue ou perturbée par des crises humanitaires.

L'activité a connu un retard car elle devait être précédée par la révision du module sur la facilitation des cours de rattrapage pour l'adapter aux besoins des enfants affectés, en se basant sur les leçons apprises des projets qui ont précédé. Le travail d'adaptation du module a été achevé. En outre, 34 grands formateurs en provenance du MENRS a été formée sur le module, y compris sur l'éducation dans les situations d'urgence. Ces derniers sont prêts à former les facilitateurs des cours de rattrapage pendant les vacances scolaires d'avril, et ces derniers enchaîneront avec l'organisation des cours de rattrapage sous la supervision des inspecteurs de l'éducation, des directeurs communaux de l'éducation et des directeurs d'écoles.

Distribution de matériel et outils pédagogiques (manuels, guides...) aux élèves et maitres et en assurer le suivi : 2,000 kits enseignant composés de registres et de craies ont été distribués à 2,000 enseignants de l'école fondamentale dans les zones affectées par les urgences. Ce matériel a permis auxdits enseignants de bien poursuivre leur travail dans des conditions apaisées.

- **Composante 3 : Assurer un appui psychosocial aux enfants, aux jeunes, filles et garçons et aux éducateurs affectés par les crises/les catastrophes**

Un contrat de mise en œuvre a été signé avec l'organisation locale PPSM, la même qui a mis en œuvre les activités de soutien psychosocial dans le cadre du **Programme d'appui à la continuité des apprentissages dans le contexte du COVID 19**. Le maintien de ce partenaire a été motivé par la volonté de s'assurer de la continuité et cohérence avec les interventions du programme en lien avec le COVID 19 et le programme PACASU TUBARAMIRE.

70,736 personnes sur les 300,000 prévues ont été sensibilisées sur la promotion d'une bonne santé mentale et sur l'attitude à prendre face à des personnes qui présentent des signes de problèmes psychosociaux dans la communauté. Il s'agit de 68,410 enfants (38,228 filles et 30,182 garçons) et 2,326 adultes (1,346 femmes et 980 hommes). La sensibilisation se fait à travers des réunions d'échange, des activités ludiques avec les enfants suivies d'une discussion sur les défis de la vie quotidienne. Elle intègre aussi d'autres thématiques pertinentes comme la pratique des mesures de prévention de la COVID 19 ainsi que la prévention et le signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels, la prévention de l'abandon scolaire, etc.

953 personnes dont 754 enfants (416 filles et 338 garçons) et 189 adultes (115 femmes et 74 hommes) ont déjà bénéficié de l'assistance psychosociale de base à travers les services d'écoute et conseil. 18 d'entre elles sont en train de bénéficier d'un suivi personnalisé de la part des psychologues de la PPSM.

- Composante 4 : Appuyer le suivi et l'évaluation des interventions

10 missions conjointes de suivi ont été réalisées, aboutissant notamment au consensus sur les sites choisis pour la construction/réhabilitation de salles de classe ainsi que sur les services à fournir et les bénéficiaires à prioriser.

Tableau récapitulatif des résultats

Résultats attendus	Activités	Indicateurs			Résultats atteints
		Intitulé de l'indicateur	Cible		
			Fille/fe mme	Total	
Composante 1 : Assurer un accès à une éducation adaptée aux besoins socio-émotionnels pour les enfants et les jeunes, filles et garçons, en âge scolaire (3-16 ans) affectés par la crise/les catastrophes					
Les enfants (filles et garçons) du préscolaire et du fondamental des zones affectées par les catastrophes ont accès à une éducation adaptée à leurs besoins socio-émotionnels.	Construire, réhabiliter et équiper les salles de classes				
	1.1.1. Construction de nouvelles SDC d'Urgence	Nb de nouvelles SDC d'urgence construites	103		Les travaux de construction ont commencé pour toutes les 103 nouvelles salles de classe planifiées. Les 103 salles sont réparties sur 24 sites au total, dans 9 provinces. La réception des travaux est idéalement prévue au mois de juillet 2022.
	1.1.2. Aménagement / Réhabilitation / Équipement	Nb de SDC réhabilitées ou équipées.	750		10 salles de classe déjà réhabilitées, les travaux de réhabilitation ont démarré pour 365 autres salles de classe des 78 écoles des 12 provinces et commenceront en début mai pour le reste. L'échéance pour la finalisation des travaux de réhabilitation est la même que pour les nouvelles constructions.
	1.1.3. Équipement et érection de salle de classes temporaires	Nb de salles de classes temporaires construites et équipées	100		6 salles de classe temporaires ont été érigées dans la province Bujumbura, afin de permettre l'accueil des enfants de la zone de Gatumba qui ont fui les inondations causées par le débordement des eaux du lac Tanganyika et à la crue de la rivière Rusizi. Toutes les six salles de classe ont été également équipées de bancs pupitres. Si le besoin d'aménagement de salles de classe temporaires ne s'est pas beaucoup fait sentir en 2021, il est probable qu'il se fasse plus sentir au cours de 2022, en raison surtout des catastrophes naturelles probables. Pour cette raison, une commande de matériels nécessaires pour l'aménagement de ces salles a été faite, sur la ligne de contingence, afin d'apprêter la réponse.
	Distribuer des fournitures scolaires aux élèves et aux enseignants				
1.2.1. Distribution de kits élèves	Nb d'élèves ayant bénéficié de kits grâce au	153,00 0	300,00 0	137,000 élèves de l'enseignement fondamental, dont 69,870 filles ont déjà reçu des kits scolaires composés de cahiers, stylos, lattes, crayons à papier et sacs biodégradables.	

		financement accéléré			
	1.2.2. Distribution de kits enseignants	Nb d'enseignants bénéficiant de kits grâce au financement accéléré	4,000		2,000 kits enseignants composés de registres et de craies ont été déjà distribués dans 2000 salles de classe des écoles fondamentales ciblées dans les provinces affectées par les urgences.
	1.2.3. Constitution de stocks de contingence	Nb d'enfants bénéficiant des stocks de contingence	45,900	90,000	Du matériel a été commandé pour apprêter la réponse aux urgences envisagées, notamment avec les inondations et les intempéries qui surviennent au cours de la saison de pluie qui durent 9 mois sur 12 au Burundi.
Distribuer un repas aux enfants					
	1.3.1. Distribution de repas pour une année scolaire	Nb d'enfants bénéficiant de repas chauds	17,340	34,000	34,528 élèves de l'école fondamentale dont 17,609 filles sont en train de bénéficier de l'alimentation scolaire dans le cadre de ce programme, dans 32 écoles fondamentales des communes Bugabira, Busoni et Kirundo, toutes de la province Kirundo.
Organiser des campagnes de sensibilisation communautaire sur l'importance de l'éducation en situation d'urgence					
	1.4.1. Campagne de sensibilisation	Nb de campagnes de sensibilisation effectuées	8		18 campagnes de sensibilisation des parents et des enfants sur l'importance de l'éducation dans les situations d'urgence ont été menées, principalement à travers les activités du partenaire PPSM financées par ce programme et autour de la distribution des fournitures scolaires aux familles des enfants affectés.
Composante 2 : Renforcer la qualité des apprentissages dans les situations d'urgence					
La qualité des apprentissages est renforcée	Former le personnel éducatif et les CGE sur l'ESU				
	2.1.1. Formation du personnel éducatif et des membres des CGE sur l'ESU	Nb de personnel éducatif et de membres de CGE formés sur l'ESU	1,530	3,000	Activité planifiée pour le troisième trimestre de 2022. Voir explication plus haut à la section des résultats.
	Organiser des cours de rattrapage à l'endroit des élèves rapatriés/retournés (y inclus ceux avec des besoins spécifiques)				

	2.2.1. Organisation de cours de rattrapage	Nb d'enfants (et pourcentage d'enfants appartenant à la tranche d'âge correspondante dans la zone couverte par le programme) dans la zone du programme bénéficiant de cours de rattrapage	91,800	180,000	Le module de formation sur la facilitation des cours de rattrapage a été élaboré, la formation des formateurs qui formeront et accompagneront les facilitateurs des cours de rattrapage a été réalisée, tout est prêt pour la formation des facilitateurs des cours de rattrapage au cours des vacances scolaires du mois d'avril, pour le début immédiat des cours de rattrapage.
Composante 3 : Assurer un appui psychosocial aux enfants, aux jeunes, filles et garçons et aux éducateurs affectés par les crises/les catastrophes					
Les enfants et les jeunes, filles et garçons et les éducateurs affectés par les crises bénéficient d'un appui psychosocial	Mettre en place des cellules école, animer de séances de sensibilisation, repérer, écouter et référer les cas sérieux.				
	3.1.1 Mise en place d'un dispositif d'appui psychosocial dans les écoles ciblées	Nb de cellules opérationnelles	1,850	1,300 cellules sont déjà en place et opérationnelles.	
		Nb d'acteurs de l'école, en particulier d'enfants, reçus par les animateurs et sensibilisés	300,000	70,736 personnes composées de 68,410 enfants (38,228 filles et 30,182 garçons) et 2,326 adultes (1,346 femmes et 980 hommes) ont été déjà sensibilisés notamment sur la promotion d'une bonne santé mentale et sur l'attitude à prendre face à des personnes qui présentent des signes de problèmes psychosociaux dans la communauté, mais aussi sur la pratique des mesures de prévention de la COVID 19 ainsi que la prévention de l'abandon scolaire.	
	3.1.2. Référencement des enfants affectés par les crises vers des structures spécialisées	Nb acteurs de l'école, en particulier d'enfants référés dans les centres spécialisés	2,397	4,700	953 personnes dont 754 enfants (416 filles et 338 garçons) et 189 adultes (115 femmes et 74 hommes) ont déjà bénéficié de l'assistance psychosociale de base. 18 d'entre elles sont en train de bénéficier d'un suivi personnalisé de la part des psychologues de la PPSM.
Composante 4 : Appuyer le suivi et l'évaluation des interventions					
	Mettre en place un mécanisme de collecte instantanées de données dans les situations d'urgence				

Le suivi du programme est assuré	4.1.1 Mise en place d'un dispositif de collecte instantanée de données	Mécanisme mis en place	1		En cours
	Renforcer les capacités des acteurs dans le suivi & évaluation				
	4.2.1 Renforcement de capacités des acteurs dans le suivi & évaluation	Nb de cadres formés et équipés pour la collecte instantanée des données et leur exploitation.	78	150	La formation planifiée dans les prochains mois à l'intention du personnel du Ministère qui sera impliqué dans le dispositif, notamment le staff qui travaille sur la gestion et le suivi des fournitures scolaires.
	Appuyer les missions de suivi et de supervision				
	4.3.1. Appui aux missions de suivi et de supervision	Nb de missions	18	10	10 missions conjointes de suivi ont été réalisées, aboutissant notamment au consensus sur les sites choisis pour la construction/réhabilitation de salles de classe ainsi que sur les services à fournir et les bénéficiaires à prioriser

LEÇONS APPRISES

L'implication accrue du ministère de l'Éducation et la participation communautaire dans la mise en œuvre des programmes requiert beaucoup de temps mais assure l'appropriation et contribue à garantir la prévention des conflits qui pourraient résulter des activités du programme. Cette approche sera maintenue et renforcée.

Le partage d'information sur les programmes en cours, au sein des groupes sectoriels, est très important. Il y avait le risque de chevauchement entre certains programmes mais ce partage d'information a permis de bien établir les frontières et les complémentarités entre les acteurs. Ce programme n'a donc pas eu de problèmes de chevauchement avec les autres. Cette coordination sera maintenue.

PARTENARIATS

Le Programme PACASU TUBARAMIRE est mis en œuvre en partenariat avec différents acteurs.

- Concernant les composantes construction et réhabilitation des salles de classe, l'UNICEF travaille étroitement en collaboration avec la Direction des Urgences et le Bureau des Infrastructures scolaires, des équipements et de la maintenance (BISEM) pour la préparation et la supervision des projets. Des réunions de suivi et des missions conjointes de supervision sur le terrain sont organisées dans ce sens. Les Directions Provinciales et Communales de l'Éducation sont aussi les partenaires déterminants sur place aidant au suivi continu de la mise en œuvre.
- Pour ce qui est de l'alimentation scolaire, l'UNICEF a signé un contrat de mise en œuvre avec le PAM qui fournit les repas à l'école dans la province Kirundo comme mentionné plus haut.
- Pour ce qui est des activités de soutien psychosocial, l'UNICEF a signé un contrat de mise en œuvre avec l'organisation locale PPSM, qui était déjà partenaire de l'UNICEF pour la mise en œuvre du Programme d'appui à la continuité des apprentissages dans le contexte du COVID 19.
- Concernant l'organisation de cours de rattrapage, l'UNICEF a signé un contrat de mise en œuvre avec le Bureau de l'UNESCO au Burundi. Ce partenaire qui a été également choisi pour la mise en place d'une plateforme d'apprentissage en ligne, dans le cadre du Programme d'appui à la continuité des apprentissages dans le contexte du COVID 19, mettra à profit des méthodes innovantes exploitant notamment la même plateforme, pour le renforcement de la remédiation des enfants.
- Concernant la coordination et la supervision des activités du programme, l'UNICEF collabore au quotidien avec le MENRS. Les décisions sont prises ensemble et des missions de supervision sont effectuées ensemble.
Cette collaboration s'élargit au Groupe de travail Éducation dans les situations d'urgence (GdT ESU) et au Groupe sectoriel Education (GSE) qui sont consultés pour les décisions importantes.

RESSOURCES

PRODUITS / ACTIVITES	MONTANTS PLANIFIES	DEPENSES AU 31 JANVIER 2022
Composante 1	7,566,984	1,783,066.42
Composante 2	405,000	191,162.00
Composante 3	578,016	520,196.97
Composante 4	361,000	61,519.91
Coûts opérationnels	469,000	305,867.50
Total du programme	9,380,000	2,861,812.80
Couts indirects 7%	656,600	200,326.90
TOTAL	10,036,600	3,062,139.70

PLANIFICATION FUTURE

Au 31 janvier 2022, l'ensemble des composantes du programme ont connu un progrès, et même un avancement significatif pour certaines. Les travaux de construction et de réhabilitation des salles de classe ont débuté et seront poursuivis à un rythme soutenu tout en faisant attention aux normes de qualité. De façon générale, toutes les activités seront poursuivies car aucune d'elles n'est clôturé à ce stade.

Il est à noter cependant qu'en raison des retards expliqués plus haut, une extension de la période de mise en œuvre s'avère indispensable afin de bien achever toutes les activités prévues et d'en assurer des mesures de pérennité, avant la clôture du programme. L'extension serait sans coût additionnel et une proposition sera très bientôt soumise au PME, avec un plan ajusté de mise en œuvre.

COMMUNICATION ET VISIBILITE

Un post a été fait sur Facebook le 17 juin 2021 sur l'appui du PME dans la mise en place des 6 salles de classe temporaires aux écoles fondamentales de Kigwati et Village de Développement, dans la province de Bujumbura :

<https://www.facebook.com/search/top?q=des%20tentes-salles%20de%20classe%20pour%20finir%20l%27ann%C3%A9e>

D'autres publications seront faites ultérieurement et seront référencées dans le rapport final.

REMERCIEMENTS

L'UNICEF Burundi tient à remercier le Partenariat Mondial pour l'Éducation pour sa généreuse contribution en faveur des enfants affectés par les crises humanitaires du Burundi. Grâce à cette contribution, nous soutenons la continuité des apprentissages dans les situations d'urgence et avons déjà pu aider 137,000 enfants.

Les réalisations mentionnées dans ce rapport sont le résultat d'une bonne collaboration entre l'UNICEF et le Gouvernement du Burundi. Ces résultats n'auraient pas pu être atteints sans l'appui des partenaires de l'UNICEF, notamment le PAM, l'UNESCO, la PPSM, ainsi que les membres du secteur de l'éducation au Burundi en général.

Pour chaque enfant



@ UNICEF Burundi/2011/Krzysiek



***** Documents soumis en annexe *****

RAPPORT FINANCIER (NON CERTIFIE)